

# Chronique parlementaire vaudoise

Autor(en): **Dutoit, Lucy**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **5 (1917)**

Heft 56

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-252705>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## II. Chronique parlementaire vaudoise.

La session de printemps de notre Grand Conseil, première session ordinaire de la nouvelle législature, s'est tenue au commencement de mai, faisant suite à la session préliminaire de mars.

Il y a d'abord été procédé à l'élection de nos représentants au Conseil des Etats : MM. Adrien Thélin et Henri Simon ont été réélus jusqu'au mois d'octobre, moment où nos députés aux Chambres fédérales devront être nommés directement par le peuple.

Un citoyen âgé avait adressé une pétition au Grand Conseil pour demander une révision constitutionnelle tendant à ce que les élections au Grand Conseil se fassent, non plus au cercle, mais à la commune. Ceci pour parer aux inconvénients causés, les jours de votation, par les distances. La question n'est pas nouvelle et avait été déjà longuement défendue à la Constituante de 1884. Par raison d'opportunité elle avait été écartée à ce moment-là, mais, pour tenir compte de l'utilité qu'il y a, dans un pays démocratique, à rapprocher toujours plus le scrutin de l'électeur, les législateurs avaient ajouté à l'art. 22 de la Constitution un paragraphe disant : « La loi facilitera l'accès du scrutin ». En 1900, en 1909 la question avait été soulevée à nouveau. La commission chargée de préavis sur cette pétition renvoie celle-ci au Conseil d'Etat en l'invitant à étudier les moyens de faciliter le vote aux malades et aux vieillards.

Quelques députés de l'extrême-gauche avaient demandé au Grand Conseil d'envoyer un message de sympathie au peuple russe naissant à la liberté. Cette motion était motivée, entre autres, par le fait, que beaucoup de ceux qui ont exercé une influence prépondérante sur les événements qui se déroulent dans l'ancien empire des tzars appartiennent à l'élite intellectuelle de la Russie, qu'ils avaient étudié dans nos universités, avaient appris chez nous ce que démocratie et liberté signifient, avaient compris l'idéal politique que nous poursuivons. Nous nous sentons donc très près d'eux et pouvons facilement nous associer à leurs aspirations en notre qualité de libéraux, de démocrates et de républicains. Cependant, le Grand Conseil décida de ne pas appuyer cette proposition dans la crainte que la révolution russe ne soit sabotée par les pacifistes internationaux et ne glisse vers l'anarchie.

Une grande partie des débats de cette session fut consacrée aux affaires fédérales, et plusieurs des discours prononcés sur ce sujet devraient être lus *in extenso*.

M. Ch. Burnier, rapporteur de la commission chargée d'étudier le rapport du Conseil d'Etat sur les affaires fédérales, souligne l'utilité primordiale qu'a acquise en temps de guerre notre disposition constitutionnelle visant les messages du Conseil d'Etat sur les questions fédérales. C'est là une des prérogatives les plus importantes de notre assemblée législative qui permet de faire connaître dans l'Assemblée fédérale l'opinion générale de notre canton et de rappeler, s'il était nécessaire, que la Suisse se compose de républiques décidées à conserver toute l'autonomie compatible avec le bien général. Les renseignements fournis par le Conseil fédéral et le Conseil d'Etat font comprendre à quel point est écrasante la tâche de nos gouvernants, et, malgré des erreurs ou des fautes commises, nous devons avoir confiance en eux. Pour ce qui concerne l'impôt fédéral sur le timbre, le rapporteur souhaite qu'il soit accepté, mais spécifie qu'en le votant il ne se rallie pas à l'ensemble du programme financier du Conseil fédéral, tout en approuvant le système des étapes successives en fait de révision constitutionnelle. M. Burnier s'arrête longuement à

l'initiative du Grand Conseil vaudois invitant le Conseil fédéral à protester contre la déportation en masse de non combattants des territoires français occupés par les troupes allemandes. « La façon, dit-il, dont le Conseil National a traité cette affaire nous a péniblement affectés, mais ne porte aucune atteinte aux sentiments qui avaient dicté notre démarche ; le Grand Conseil vaudois a, le premier en Suisse, élevé une protestation au nom du peuple, contre des actes abominables, et il l'a fait avec enthousiasme et sang-froid comprenant quelles pourraient être les conséquences de cet acte, comme des hommes libres et majeurs, affranchis par la Révolution française, des déocrates qui ne se soumettront jamais à l'organisation impériale. Nous sommes et voulons rester de francs citoyens de la Suisse régénérée de 1803, et il sera bientôt temps que l'on rende au peuple suisse en général, et au peuple vaudois en particulier, leurs droits constitutionnels, leur liberté, leur souveraineté. Sinon l'avenir s'assombriera encore, et les idées généreuses et humaines que l'on voudrait vainement comprimer, se manifesteront d'une manière peut-être plus dangereuse que dans les résolutions d'un Grand Conseil conscient de toute sa responsabilité. »

MM. Suter et Naine expriment le regret, partagé du reste par M. Burnier, que la question de notre ravitaillement n'ait pas été traitée dans le rapport du Conseil d'Etat. M. Naine formule le vœu qu'en application de l'art. 93 de la Constitution fédérale, le Grand Conseil du Canton de Vaud invite le Conseil fédéral à publier les comptes de ses divers monopoles, à publier les statistiques des exportations de produits agricoles et laitiers, à limiter ces exportations, à exiger les comptes des sociétés d'exportation de ces produits, à renseigner le peuple suisse sur les traités, conventions et arrangements pris avec d'autres Etats en vertu de ses pleins pouvoirs, et à rendre des comptes au sujet des 700 millions de la dette de guerre. M. de Félice critique également avec chaleur et éloquence le sabotage auquel s'est livré le Conseil National. Il réclame, lui aussi, qu'un gouvernement désireux de rester en contact avec l'opinion publique justifie les mesures qu'il prend.

M. Reymond, conseiller national, prend note des idées exprimées pour s'en faire l'écho à Berne. Il dit à quel point il avait été impressionné par les 150,000 signatures de la pétition dite de Leysin. Ce qu'il admire le plus dans cette affaire, c'est cette manifestation populaire où chaque citoyen, ému par des crimes sans précédent, a librement exprimé son opinion. Mais il estime que l'on pouvait discuter de l'opportunité de l'intervention du Conseil fédéral, car l'autorité politique aurait engagé l'Etat, c'est-à-dire non seulement les promoteurs de la protestation, mais encore tous les citoyens qui y étaient indifférents ou opposés. Au reste, il reconnaît que le Conseil fédéral devrait témoigner plus de confiance, nous renseigner plus exactement sur ses décisions, car notre peuple serait capable de comprendre ce qu'on voudrait bien lui expliquer.

M. Pelet relève aussi le fait que bien des points inquiètent notre population, surtout en Suisse romande, questions d'ordre militaire, actes de la censure, approvisionnements, relations avec les pays voisins, traités internationaux.

M. O. Rapiet émet l'avis que l'on a tout intérêt à maintenir le ressort moral de notre population par la lumière et la vérité, et que le régime d'obscurité et de mutisme le diminue au contraire. Il approuve hautement la députation vaudoise d'avoir agi à Berne comme elle l'a fait, et tout le peuple vaudois a été reconnaissant de cette attitude. Au point de vue international, nous avons non seulement le droit d'élever la voix, mais nous

avons même le devoir de le faire, quelles que pussent en être les conséquences. Il arrive un moment où un peuple n'a pas le droit de se taire devant l'histoire, de rester silencieux devant l'infamie.

M. Schopfer fait ressortir que si, depuis 1914, le Grand Conseil a fait une si grande place aux débats sur les affaires fédérales, ce n'est pas pour le plaisir de critiquer, mais pour être utile au pays et arriver à des résultats pratiques. Depuis la guerre, le canton de Vaud a voulu affirmer plus haut que jamais sa volonté, exercer l'influence à laquelle il a droit dans la Confédération. S'il est bien des domaines où les concessions s'imposent, il en est d'autres où l'on doit se montrer intransigeant : lorsque l'honneur national est engagé, lorsque la raison d'être de notre Etat nous force à prendre position. Rappelons-nous que l'existence même de la Suisse réside dans un fédéralisme conforme à ses traditions démocratiques.

Nous applaudissons aux paroles courageuses et dignes, fières et patriotiques, prononcées dans ce débat de grande ampleur qui avait en vue le bien du pays, et qui s'est déroulé devant une salle particulièrement attentive et vibrante. Lucy DUTOIT.

## De nouveaux métiers féminins en France

### I. Les professions de l'enseignement

La terrible hypertrophie des industries de guerre déséquilibre tout le marché. Des femmes, par centaines de mille, sont occupées à des fabrications qui, il faut bien l'espérer, sont temporaires (du moins à cet état d'intensité). Chaque jour des groupes nouveaux, désertant les métiers de paix, vont aux usines de guerre. Cela crée un mouvement incessant ; cette matière : le travail féminin, est en ce moment en agitation, en fusion.

On peut, sans être prophète, prédire que ce travail augmentera encore beaucoup en quantité — on peut le constater dès aujourd'hui et que, par conséquent, de plus larges champs devront lui être ouverts. Cette constatation ne nous cause — il est inutile de le dire — ni orgueil ni joie.

Le mot de joie serait un blasphème, quand on songe aux pertes atroces qui ont causé les vides que nous sommes appelées à combler, et il est même bien amer de penser que certaines conquêtes que nous réclamions nous arrivent par une si douloureuse voie ! Qui n'a eu le cœur serré en voyant entrer dans l'atelier ou dans l'usine toutes ces femmes avec leurs voiles de deuil...

Pourtant elles entrent courageusement, parce qu'il faut faire vivre la famille. Et notre besogne est de rechercher comment elles peuvent le faire dans les meilleures conditions possibles pour elles, et pour leurs enfants quand elles en ont. L'enfant : c'est là l'objet de notre plus grande crainte. Si la femme est obligée, par la nécessité, de quitter le foyer du matin au soir, que deviendra-t-il, l'enfant ? Multiplions les crèches et les garderies ; de toutes les tâches sociales c'est aujourd'hui la plus urgente. Mais essayons aussi, dans les métiers d'avenir, d'en trouver qui ne nuisent pas trop à la besogne maternelle. Trop de femmes, hélas ! seront, dans la génération qui vient, privées de mariage et de foyer. Pour celles-là l'horizon du travail doit être presque sans limites ; mais appliquons-nous aussi à trouver des travaux qui, sans trop de dommage, puissent être exécutés par les mères.

Une des classes de femmes les plus intéressantes et les plus douloureuses que l'on rencontre en ce moment, c'est celle des femmes ruinées et contraintes au travail alors que rien ne les y

a préparées. Car s'il y a des nouveaux riches, il y a aussi, et en bien plus grand nombre, des nouvelles pauvres. Contre celles-là, toutes les difficultés se dressent, non seulement au dehors, mais souvent, hélas, en elles-mêmes. Elles ignorent tout de la vie, de ce marché du travail, au milieu duquel elles se trouvent jetées. Or qui n'a pas une valeur spéciale, professionnelle, est incasable ; c'est ce qu'il faut dire tout de suite aux femmes qui viennent demander à faire < n'importe quoi >. Etre apte à tout, ou apte à rien, c'est exactement la même chose. Il faut se mettre résolument à un métier.

A cela, que de difficultés on élève ! La plus poignante d'abord : < Je n'ai pas le temps d'apprendre, il faut que je gagne tout de suite ! > Et on a beau répondre : < Vous chômez à la recherche d'une place impossible plus de temps qu'il n'en faudrait pour apprendre un métier ! > La postulante est naturellement difficile à convaincre. Même si on lui offre un secours d'apprentissage, parfois, elle ne se décide pas. Ce que voudraient beaucoup de ces femmes récemment ruinées, c'est trouver une situation hybride qui les laisse dans leur milieu, qui ne les déclasse pas. Et elles jugent qu'être dames de compagnie, diriger la maison d'un veuf et élever ses enfants, ou être la compagne d'une vieille dame, ou encore diriger une œuvre de charité (alors qu'elles ne savent souvent rien de ce métier difficile), cela laisserait dans l'ombre, aux yeux du monde, si elles sont rémunérées ou bénévoles, cela ne les déclasserait pas. Il y a encore dans beaucoup d'esprits féminins cette idée que le travail fait déchoir.

La femme qui, sacrifiant son bonheur privé, devient une travailleuse utile, mérite certes tous les respects ; beaucoup d'entre elles d'ailleurs s'y mettent courageusement. Mais comment peuvent-elles devenir ces travailleuses utiles ? La nécessité de l'apprentissage, de l'enseignement technique pour la femme est apparue, depuis quelque temps, à beaucoup d'esprits.

Et d'abord, commençons par la plus modeste, et la plus féminine de toutes les besognes : le soin de l'enfant. Dans tous les ménages où la mère ne pouvait pas ou ne voulait pas s'en occuper entièrement, ce soin si grave incombait à des < bonnes d'enfants >, dont la critique et la caricature étaient classiques depuis longtemps. J'admets que la corporation fut jusqu'à un certain point calomniée .. mais sa réputation était mauvaise, et avait amené l'usage si répandu des < Misses > et des < Fraülein >. On trouvait, en effet, en pays voisins, des filles bien élevées, des filles instruites, que ne rebutaient pas les soins matériels à donner aux tout petits. Par contre la Française, munie du plus simple brevet élémentaire, déclarait : < Je ne veux pas d'enfant de moins de 4 ou 5 ans, je ne veux pas donner des soins matériels... > Depuis quelques années, on cherchait déjà à remédier à cet état de choses. Des écoles de gouvernantes enseignent les soins délicats de la puériculture. Car il ne suffit pas de consentir dédaigneusement à donner ces soins, il faut encore savoir, et cela n'est pas si facile ! Il faut être en quelque sorte l'infirmière des petits. Les écoles qui fournissent ces personnes compétentes exigent, à bon droit, pour leurs élèves un paiement suffisant (car le paiement misérable avait causé le discrédit de la bonne d'enfant) et réclament dans la maison pour la gouvernante quelque chose de la considération qui entoure la nurse en Angleterre. Je range donc, sans hésiter, parmi les nouveaux métiers de femmes en France, celui de gouvernante d'enfants, éclairée et respectée. Après un stage peu prolongé, toute femme soigneuse peut y parvenir. Si humble que ce métier paraisse, il est infiniment noble puisqu'il agit sur l'avenir de la race, et il porte sa récompense en lui-même pour les femmes, si nombreuses, qui sont touchées par la grâce des tout petits.